

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE
AUTORISANT LA « SAS LABTP » REPRESENTÉE PAR MONSIEUR YANNICK LADAMUS,
LE GERANT, A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC, AFIN D'INSTALLER UN ECHAFAUDAGE
POUR REALISER DES TRAVAUX DE REPRISE DE BETON DE L'IMMEUBLE SIS AU N°6
RUE SCHOELCHER - 97100 BASSE-TERRE, A PARTIR DU SAMEDI 07 FEVRIER 2026
JUSQU'AU DIMANCHE 08 FEVRIER 2026.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 et suivants ;

VU le code pénal ;

VU la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

CONSIDERANT la demande formulée en date du 29 Janvier 2026, par laquelle la « **SAS LABTP** », représentée par Monsieur Yannick LADAMUS, le Gérant, **sollicite un arrêté municipal en vue d'occuper le domaine public**, pour l'installation d'un échaudage afin de réaliser les travaux de reprise de béton de l'immeuble sis au n° 6 rue Schoelcher – 97100 BASSE-TERRE, **à partir du Samedi 07 Février 2026 jusqu'au Dimanche 08 Février 2026.**

ARRÊTÉ

ARTICLE PREMIER : Autorise la « **SAS LABTP** », Monsieur Yannick LADAMUS, le Gérant, à **occuper le domaine public**, afin d'installer un échaudage, pour la réalisation des travaux de reprise de béton de l'immeuble sis au n° 6 rue Schoelcher – 97100 BASSE-TERRE, **à partir du Samedi 07 Février 2026 jusqu'au Dimanche 08 Février 2026.**

ARTICLE 2 : La « **SAS LABTP** » devra mettre en place un dispositif de signalisation, (barrières, panneaux, bandes, etc.), pour matérialiser ces dispositions.

ARTICLE 3 : La « **SAS LABTP** » devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas gêner ou perturber la circulation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, affiché et/ou publié conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication

ARTICLE 6 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Madame la Directrice Générale des Services de la ville ; Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 06 FEV. 2026

Certifie exécutoire compte tenu

de sa notification, le 06 FEV. 2026 06 FEV. 2026
de sa publication et/ou son affichage, le

Fait à Basse-Terre, le 06 FEV. 2026

P/Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,


Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,


Jean-François ISSA